



Communion mondiale d'Églises réformées

Appelés à la communion, engagés pour la justice

La Confession D'Accra

Introduction

1. En réponse à l'appel urgent présenté par les Églises membres d'Afrique australe qui se sont rencontrées à Kitwe en 1995, et consciente du caractère de plus en plus urgent de la question de l'injustice économique mondiale et de la destruction de l'environnement, la 23ème Assemblée générale (Debrecen, Hongrie, 1997) avait invité les Églises membres de l'Alliance réformée mondiale à entrer dans un processus de «reconnaissance, d'éducation et de confession» (*processus confessionis*). Les Églises ont réfléchi sur le texte d'Ésaïe 58,6 «...briser les chaînes de l'oppression et le joug de l'injustice, et libérer les opprimés», alors qu'elles entendaient les cris de leurs frères et soeurs du monde entier et se rendaient compte des menaces qui pèsent sur la création en tant que don de Dieu.
2. Depuis lors, neuf Églises membres se sont engagées par une déclaration de foi (faith stance); certaines sont en train d'entrer dans un processus d'alliance; d'autres ont étudié la question et en sont arrivées à reconnaître la profondeur de la crise. En outre, l'Alliance réformée mondiale, – en partenariat avec le Conseil oecuménique des Églises, la Fédération luthérienne mondiale et des organisations oecuméniques régionales –, s'est engagée dans des colloques dans toutes les régions du monde, depuis Séoul/Bangkok en 1999 jusqu'à Stony Point en 2004. D'autres colloques ont eu lieu, avec des Églises du Sud à Buenos Aires en 2003, et avec des Églises du Sud et du Nord à Londres Colney en 2004.
3. Réunis à Accra (Ghana) en Assemblée générale de l'Alliance réformée mondiale, nous sommes allés visiter les prisons d'esclaves d'Elmina et de Cape Coast, où des millions d'Africains ont été traités en marchandises, vendus et soumis à l'horreur de la répression et de la mort. Les cris qui proclament «plus jamais cela» sont démentis par la persistance des réalités du trafic d'êtres humains et par l'oppression due au système économique mondial.
4. Aujourd'hui, nous en arrivons à prendre une décision qui engage notre foi (faith commitment).

Lire les signes des temps

5. Nous savons que la création continue de gémir, qu'elle est réduite en esclavage, qu'elle attend d'être libérée (Rm 8,22). Les cris de ceux qui souffrent nous interpellent, ainsi que les blessures de la création elle-même. Nous voyons un rapport tragique entre les souffrances des personnes et les dommages causés au reste de la création.
6. Les signes des temps sont maintenant encore plus inquiétants, et il convient de les interpréter. Les racines de ces menaces massives envers la vie sont avant tout le résultat d'un système économique injuste défendu et protégé par de puissants moyens politiques et militaires. Les systèmes économiques sont une question de vie ou de mort.
7. Nous vivons dans un monde scandaleux qui refuse l'appel de Dieu à la vie pour tous. Le revenu annuel des personnes les plus riches, représentant 1% de la population du monde, est égal à celui des 57% les plus pauvres, et 24.000 personnes meurent chaque jour des conséquences de la misère et de la malnutrition. La dette des pays pauvres ne cesse de croître, alors que ceux-ci ont déjà remboursé plusieurs fois le montant des emprunts initiaux. Des guerres, déclenchées par la recherche de ressources, coûtent la vie à des millions de gens, tandis que des millions d'autres meurent des suites de maladies qu'on aurait pu prévenir. La pandémie universelle du VIH/sida atteint la vie dans toutes les parties du monde et touche les plus pauvres, là où il est impossible de se procurer des médicaments

génériques. La majorité des personnes pauvres sont des femmes et des enfants, et le nombre des gens vivant dans la pauvreté absolue avec moins d'un dollar (États-Unis) par jour continue d'augmenter.

8. La politique de croissance illimitée dans les pays industrialisés, et la recherche du profit par les sociétés transnationales ont abouti au pillage de la planète et endommagé sérieusement l'environnement. En 1989, c'était chaque jour qu'une espèce disparaissait, vers 2000, c'était chaque heure. Le changement climatique, la diminution des réserves de poisson, la déforestation, l'érosion des sols et les menaces qui pèsent sur l'eau douce font partie de ces conséquences tragiques. Des groupes humains sont désorganisés, des moyens d'existence sont perdus, les régions côtières et les îles du Pacifique sont menacées de submersion et les tempêtes augmentent. Des taux élevés de radioactivité menacent la santé et l'environnement. Des formes de vie et des connaissances culturelles sont brevetées en vue de profits financiers.
9. Cette crise se rattache directement au développement de la mondialisation économique néolibérale qui se fonde sur les convictions suivantes:
 - une concurrence sans restriction, la consommation à tout prix, la croissance économique et l'accumulation de richesse illimitées sont ce qu'il y a de mieux pour l'ensemble du monde;
 - la (possession de) propriété privée n'implique aucune obligation sociale;
 - la spéculation sur le capital, la libéralisation et la dérégulation des marchés, la privatisation des services publics et des ressources nationales, un accès sans restriction accordé aux investissements étrangers et aux importations, la réduction des impôts et l'absolue liberté des mouvements de capitaux assureront la richesse de tous;
 - les obligations sociales, la protection des pauvres et des faibles, les syndicats et les relations entre les personnes, sont subordonnés au processus de croissance économique et d'accumulation du capital.
10. Il s'agit là d'une idéologie qui prétend être la seule possible, sans solution de rechange, qui demande un flot incessant de sacrifices de la part des pauvres et de la création. Elle fait la promesse fallacieuse de sauver le monde grâce à la création de richesse et à la prospérité, affirmant sa primauté sur la vie et exigeant une soumission absolue, équivalant à de l'idolâtrie.
11. Nous reconnaissons le caractère démesuré et complexe de la situation. Nous ne recherchons pas de réponse simpliste. Parce que nous sommes à la recherche de la vérité et de la justice et que nous regardons à travers les yeux des personnes qui sont pauvres et qui souffrent, nous voyons bien que le (dés)ordre mondial actuel a ses racines dans un système économique extrêmement complexe et immoral qui est défendu par un empire. Par le terme d'«empire», nous entendons le concours de pouvoirs économiques, culturels, politiques et militaires constituant un système de domination sous la conduite de nations puissantes en vue de protéger et de défendre leurs intérêts.
12. En économie libérale classique, l'état est là pour protéger la propriété et les contrats privés dans le cadre du marché concurrentiel. Grâce aux luttes du mouvement ouvrier, l'état a commencé à réguler les marchés et à veiller au bien-être du peuple. Depuis les années 1980, du fait de la transnationalisation du capital, le néolibéralisme a entrepris le démantèlement des fonctions de protection sociale de l'état. Sous le néolibéralisme, l'objectif de l'économie consiste à augmenter les profits et le rendement pour les propriétaires des capitaux de production et de financement, tout en excluant la majorité de la population et en traitant la nature comme une marchandise.
13. Les marchés sont devenus mondiaux, tout comme les institutions politiques et juridiques qui les protègent. Le gouvernement des États-Unis d'Amérique et ses alliés, avec les institutions internationales de la finance et du commerce (Fonds monétaire international, Banque mondiale, Organisation mondiale du commerce) utilisent des alliances politiques, économiques ou militaires pour protéger et avantager les intérêts des détenteurs de capitaux.
14. Nous constatons la convergence dramatique entre la crise économique d'une part, et l'intégration de la mondialisation économique et de la géopolitique d'autre part, le tout étant appuyée par l'idéologie néolibérale. Il s'agit d'un système mondial qui défend et qui protège les intérêts des puissants. Ce système affecte et enchaîne tout le monde. En termes bibliques, ce genre de système d'accumulation

de la richesse aux dépens des pauvres est une forme d'infidélité à l'égard de Dieu et porte la responsabilité de souffrances humaines qui auraient pu être évitées, et cela s'appelle Mamon. Jésus nous dit que nous ne pouvons servir à la fois Dieu et Mamon (Lc 16,13).

Confession de foi (confession of faith) face à l'injustice économique et à la destruction écologique

15. Une décision engageant notre foi (faith commitment) peut être exprimée de diverses manières en fonction des traditions régionales et théologiques: comme confession (confession), comme acte de confesser notre foi avec d'autres (confessing together), comme déclaration de foi (faith stance), comme décision d'être fidèles à l'alliance de Dieu. Nous choisissons le mot confession, non dans le sens d'une confession doctrinale classique, – l'Alliance réformée mondiale n'étant pas habilitée à faire ce genre de confession –, mais pour manifester la nécessité et l'urgence d'une réponse concrète aux problèmes de notre temps et à l'appel de Debrecen. Nous invitons les Églises membres à recevoir notre témoignage commun et à y répondre.
16. Prenant appui sur notre tradition réformée, et ayant lu les signes des temps, l'Assemblée générale de l'Alliance réformée mondiale affirme que la justice économique au niveau mondial est un élément essentiel pour l'intégrité de notre foi en Dieu et pour notre qualité de disciples en tant que chrétiens. Nous croyons que l'intégrité de notre foi est en jeu si nous gardons le silence ou si nous refusons d'agir face au système actuel de la mondialisation économique néolibérale, en conséquence de quoi, nous faisons cette confession (we confess), devant Dieu et les uns en face des autres.
17. Nous croyons en Dieu, le Créateur, celui qui maintient toute vie, qui nous appelle à être ses partenaires dans la création et la rédemption du monde. Nous vivons dans la promesse que Jésus Christ est venu afin que tous aient la vie en plénitude (Jn 10,10). Guidés et soutenus par le Saint Esprit, nous nous ouvrons à la réalité de notre monde.
18. Nous croyons que Dieu est souverain sur toute la création. «Au Seigneur, la terre et ses richesses» (Ps 24,1).
19. C'est pourquoi nous rejetons (reject) l'ordre économique mondial actuel imposé par le capitalisme néolibéral et tout autre système économique, y compris les économies entièrement planifiées, qui défient l'alliance de Dieu en excluant de la plénitude de la vie les pauvres, ceux qui sont vulnérables et l'ensemble de la création. Nous refusons toute prétention de l'empire économique, politique et militaire qui porte atteinte à la souveraineté de Dieu sur la vie et qui agit en opposition à la juste loi de Dieu.
20. Nous croyons que Dieu a fait une alliance avec toute la création (Gn 9,8-12). Dieu a suscité sur terre une communauté fondée sur la perspective de la justice et de la paix. L'alliance est un don de la grâce qui ne saurait être vendu au marché (És 55,1). C'est une économie de grâce pour toute la création et ses habitants. Jésus montre qu'il s'agit d'une alliance sans exclusive dans laquelle les pauvres et les marginaux sont des partenaires préférentiels, et il nous appelle à placer la justice «envers ces plus petits» (Mt 25,40) au centre de la vie de la communauté. Toute la création est bénie et intégrée dans cette alliance (Os 2,18 ss.).
21. C'est pourquoi nous rejetons la culture de la consommation triomphante et l'avidité basée sur la compétition et l'égoïsme du système néolibéral du marché mondial, – ou de tout autre système – qui prétend représenter la seule et unique solution.
22. Nous croyons que toute économie, dans la maison de la vie qui nous a été donnée par l'alliance de Dieu en vue de protéger la vie, doit rendre compte devant Dieu. Nous croyons que l'économie existe pour être au service de la dignité et du bien-être des personnes dans la communauté humaine, dans les limites de ce que la création peut supporter. Nous croyons que les êtres humains sont appelés à choisir Dieu plutôt que Mamon et que confesser notre foi est un acte d'obéissance.

23. C'est pourquoi nous rejetons l'accumulation sans réglementation de la richesse et la croissance sans limite qui ont déjà coûté la vie à des millions de personnes et détruit une si grande partie de la création de Dieu.
24. Nous croyons que Dieu est un Dieu de justice. Dans un monde de corruption, d'exploitation et de convoitise, Dieu est, de façon toute spéciale, le Dieu des indigents, des pauvres, des exploités, de ceux à qui on fait du tort et que l'on maltraite (Ps 146,7-9). Dieu demande des relations justes avec toute la création.
25. C'est pourquoi nous rejetons toute idéologie, tout régime économique plaçant le profit avant les personnes, qui n'a nul souci de la création et qui privatise les dons de Dieu destinés à tous. Nous refusons tout enseignement qui apporte sa caution – au nom de l'Évangile – à ceux qui supportent ce genre d'idéologie ou qui refusent de résister à celle-ci.
26. Nous croyons que Dieu nous appelle à nous tenir aux côtés de ceux et celles qui sont victimes de l'injustice. Nous savons ce que le Seigneur demande de nous: pratiquer la justice, aimer la miséricorde et marcher humblement avec Dieu (Mi 6,8). Nous sommes appelés à nous dresser contre toute forme d'injustice économique et écologique, «afin que le droit jaillisse comme les eaux et la justice comme un torrent intarissable» (Am 5,24).
27. C'est pourquoi nous rejetons toute théologie qui prétendrait que Dieu n'est qu'avec les riches et que la pauvreté est de la faute des pauvres. Nous refusons toute forme d'injustice détruisant les relations justes – pour motif de genre, de race, de classe sociale, de handicap ou de caste. Nous refusons toute théologie affirmant que les intérêts humains dominent la nature.
28. Nous croyons que Dieu nous appelle à entendre les cris des pauvres et les gémissements de la création, ainsi qu'à suivre la trace de la mission publique de Jésus Christ, venu pour que tous aient la vie, et qu'ils l'aient en plénitude (Jn 10,10). Jésus apporte la justice à ceux et celles qui sont opprimés et donne du pain à ceux et celles qui ont faim; il libère les prisonniers et rend la vue aux aveugles (Lc 4,18); il apporte soutien et protection à ceux et celles qui sont brisés, aux étrangers, aux orphelins et aux veuves.
29. C'est pourquoi nous rejetons toute pratique ou tout enseignement de l'Église qui exclurait les pauvres et le souci de la création de sa mission ou qui apporterait sa caution à ceux qui sont venus «pour voler, tuer et perdre» (Jn 10,10) plutôt que pour suivre le Bon Berger, venu pour la vie de tous (Jn 10,11).
30. Nous croyons que Dieu appelle les hommes, les femmes, les enfants de tous lieux à se rassembler, riches et pauvres, pour soutenir l'unité de l'Église et sa mission, afin que la réconciliation, à laquelle le Christ nous appelle, devienne visible.
31. C'est pourquoi nous rejetons toute tentative de séparer, dans la vie de l'Église, justice et unité.
32. Nous croyons que nous sommes appelés, par l'Esprit, à rendre compte de l'espérance qui est en nous par Jésus Christ, et nous croyons que la justice prévaudra et que la paix règnera.
33. Nous nous engageons à rechercher une alliance universelle pour la justice économique et écologique dans la maison de Dieu.
34. Nous confessons humblement cette espérance, sachant que nous aussi nous sommes sous le jugement de la justice de Dieu.
 - Nous reconnaissons la complicité et la culpabilité de ceux et celles qui, consciemment ou non, bénéficient du système économique mondial néolibéral actuel; nous reconnaissons que cela concerne des Eglises et des membres notre propre famille réformée et c'est pourquoi nous appelons à une confession des péchés.
 - Nous reconnaissons que nous nous sommes laissés captiver par la culture de la consommation et par l'avidité et l'égoïsme concurrentiels du système économique actuel. Cela a bien trop souvent pénétré jusqu'à notre spiritualité.
 - Nous confessons notre péché pour avoir mal usé de la création et manqué de jouer notre rôle d'intendants et de compagnons de la nature.

- Nous confessons comme notre péché le fait que l'absence d'unité au sein de la famille réformée a diminué notre capacité à être pleinement au service de la mission de Dieu.

35. Nous croyons, dans l'obéissance à Jésus Christ, que l'Église est appelée à la confession, au témoignage et à l'action, même si les autorités et la loi humaines devaient l'interdire et s'il devait en résulter châtiments et souffrances (Ac 4,18 ss.). Jésus est le Seigneur.
36. Nous nous joignons à la louange envers Dieu, Créateur, Rédempteur, Esprit, qui a «jeté les puissants à bas de leurs trônes et élevé les humbles, comblé les affamés de biens et renvoyé les riches les mains vides» (Lc 1,52 s.).

Faire alliance pour la justice

37. En confessant ensemble notre foi, nous faisons alliance, dans l'obéissance à la volonté de Dieu, par un acte de fidélité, en solidarité réciproque et dans des relations responsables. Cela nous lie les uns aux autres pour travailler en faveur de la justice économique et écologique, à la fois dans le contexte mondial et dans nos divers cadres régionaux et locaux.
38. Sur cette voie qui nous est commune, certaines Églises ont déjà exprimé leur engagement par une confession de foi. Nous les exhortons à traduire cette confession en actes concrets, tant sur le plan régional que localement. D'autres Églises ont déjà commencé à s'engager dans ce processus; nous les exhortons à aller plus loin, au moyen de l'éducation, de la confession et de l'action. Aux autres Églises qui se situent encore au stade de la reconnaissance du problème, nous demandons, sur la base de notre responsabilité mutuelle dans cette alliance, d'approfondir le stade de l'éducation et d'avancer vers celui de la confession.
39. L'Assemblée générale appelle les Églises membres, sur la base de nos relations d'alliance, à entreprendre la tâche ardue et prophétique consistant à faire comprendre le sens de cette confession à leurs communautés locales.
40. L'Assemblée générale exhorte les Églises membres à compléter cette confession en donnant suite aux recommandations du Comité des affaires internationales sur la justice économique et écologique (voir Annexe 18).
41. L'Assemblée générale engage l'Alliance réformée mondiale à collaborer avec d'autres communions, avec la communauté oecuménique, les autres communautés religieuses, les mouvements de la société civile et les mouvements populaires en vue d'une économie juste et de la sauvegarde de la création. Elle appelle nos Églises membres à faire de même.
42. Et maintenant, nous proclamons avec passion que nous allons nous engager, nous-mêmes, notre temps et notre énergie, en vue de changer, de renouveler et de restaurer l'économie et la terre, en choisissant la vie afin que nos descendants et nous puissions vivre (Dt 30,19).

(Adopté en 2004, Réaffirmé en 2010)